

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 10/03/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DUFOUR YACHTS Périgny**

11 rue Blaise Pascal  
17180 Périgny

Références : 0007204015/2026/147

Code AIOT : 0007204015

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement DUFOUR YACHTS Périgny implanté 11 rue Blaise Pascal 17180 Périgny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUFOUR YACHTS Périgny
- 11 rue Blaise Pascal 17180 Périgny
- Code AIOT : 0007204015
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société DUFOUR YACHTS à Périgny est spécialisée dans la fabrication de bateaux de plaisance. Elle appartient au groupe Fontaine-Pajot depuis 2018. L'effectif du site est d'environ 432 salariés en CDI et 120 à 130 travailleurs intérimaires. Les équipes travaillent en 2x8.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 3 – opération Coup de poing
- Eaux souterraines
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 2.10 de l'annexe I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 4.8 de l'annexe I	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 3.5 de l'annexe I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé a permis de mettre en évidence globalement le respect des dispositions réglementaires liées à la mise en œuvre des produits chimiques contrôlés, avec un point de vigilance sur la nécessité de mettre en place d'un dispositif de régulation de la température ou d'établir une consigne permettant de ne pas dépasser la température maximale de stockage de 30 °C indiqué dans les 3 FDS concernées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la

substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

**Constats :**

L'exploitant assure la gestion et la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques concernés par les activités du site de Périgny sur format informatique par l'application « SEIRICH ».

L'exploitant n'a eu aucune difficulté à fournir les 3 FDS demandées par l'inspection concernant les produits classés au titre de la rubrique ICPE 4421 (Peroxydes organiques type C ou D) soumise au régime de la déclaration.

Ces produits sont utilisés comme catalyseur/durcisseur pour les résines de fabrication des coques de bateaux et ont les références suivantes :

- NOROX KP-9 FRED
- NOROX ENP-102
- NOROX KP-9

Selon l'exploitant, ces FDS sont également accessibles au niveau des différents ateliers et du poste de garde.

Une version simplifiée est affichée au niveau des différents postes utilisant ces produits (en cours) en reprenant les consignes sur les thématiques suivantes :

- Danger (affichage signalisation),
- Risque (affichage signalisation),
- Interdiction,
- Port des EPI,
- consignes en cas d'incendie,
- Premiers secours,
- consignes en cas de dispersion accidentelle.

Les versions des 3 FDS consultées ont une date de révision postérieure à 2020.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

**Constats :**

La visite sur le terrain a permis de constater la mise en oeuvre des prescriptions des trois FDS consultées, notamment sur les points suivants :

Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie :

5.1 : moyens d'extinction : présence au niveau de l'armoire de stockage dédiée à ces produits d'un extincteur à poudre chimique ABC de 50 kg (dernière vérification annuelle réalisée en mars 2025). Des extincteurs à poudre ABC sont également présents au niveau des postes de travail utilisant ces produits.

Rubrique 6 : Mesures à prendre en cas de déversement :

6.2 Précaution pour la protection de l'environnement :

Présence de bac de produit absorbant et d'un bac contenant des kits permettant de confiner un éventuel déversement de produit (boudin de confinement, dispositif d'obturation du réseau EP, tampon absorbant, EPI de protection... à proximité de l'armoire de stockage des produits).

Ces équipements sont également présents dans les ateliers utilisant ces produits dans le process en cours.

Rubrique 7 : Manipulation et stockage :

7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités :

Les produits sont conditionnés en bidons de 25 kg.

Ils sont stockés au sein d'une armoire extérieure compatible et dédiée uniquement au stockage de ces 3 produits composés de peroxydes organiques de type D.

Cette armoire dispose d'une aération naturelle avec possibilité de mise en place d'un dispositif de régulation de la température.

Celle-ci fait l'objet d'un contrôle journalier avec enregistrement sur informatique afin de s'assurer de ne pas dépasser le seuil de 30 °C indiqué dans les 3 FDS concernées.

Dans les ateliers concernés, ces produits sont utilisés dans leurs contenants d'origine au niveau de chaque poste de travail (le dosage avec la résine est réalisé automatiquement sur l'installation).

Rubrique 13 : Considérations sur l'élimination :

13.1 : Considérations relatives à l'élimination :

Les récipients vides sont éliminés par la société ORTEC Services Environnement.

Présentation du dernier Bordereau de suivi de déchets dangereux de l'application Trackdéchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Concernant le contrôle de la température du stockage des produits à base de peroxydes organiques, l'exploitant étudie la possibilité de mettre en place un dispositif de régulation de la température dans l'armoire extérieure ou établit une consigne sur les mesures à prendre en cas de dépassement du seuil de stockage de 30 °C indiqué dans les trois FDS concernées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 2.10 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est

<p>associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables « ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C » (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La rétention de l'armoire de stockage dédiée au stockage des produits à base de peroxydes organiques de type D est compatible avec ce type de produit avec un volume de 1500 litres selon la fiche technique du constructeur présentée lors de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 4.8 de l'annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La cellule ou l'aire de stockage est affectée uniquement au stockage « des peroxydes organiques et des substances ou mélanges autoréactifs.</p> <p>En cas d'incompatibilité entre les produits stockés, la cellule ou l'aire de stockage est conçue de façon à éviter tout contact entre ces produits en situation normale et dégradée (perçement d'un contenant, produit répandu accidentellement, etc.).</p> <p>En particulier lorsque les produits incompatibles sont liquides, ils ne sont pas placés dans la même rétention.</p> <p>Il est interdit d'y placer d'autres substances et « mélanges ».</p> <p>L'emploi des peroxydes organiques « ou des substances ou mélanges autoréactifs » est interdit à l'intérieur d'une cellule ou d'une aire de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué dans les points précédents, l'armoire de stockage extérieure des produits à base de peroxydes organiques est affectée uniquement à ces trois types de produits utilisés sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : État des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2008, article Point 3.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des stocks (quantité, emplacement, qualité) est tenu à jour et disponible à l'extérieur des installations (dépôt, aire de stockage ou atelier) à tout instant, y compris en situation dégradée. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas eu de difficulté à fournir un état des stocks des produits concernés. Le jour de la visite l'état des stockages des trois produits fourni par l'exploitant était le suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>- NOROX KP-9 FRED : 621 kg</li><li>- NOROX ENP-102 : 180 kg</li><li>- NOROX KP-9 : 150 kg</li></ul> Le suivi des stockages de produits chimiques est réalisé sous format informatique. Il est disponible à tout instant auprès de personnes responsables et/ou d'astreintes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite